



**PRÉFET
DU VAL-
DE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial
Bureau de l'environnement et des procédures d'utilité publique

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2025/00044 du 06 JAN. 2025

**PORTANT MISE EN DEMEURE AU TITRE DE LA RÉGLEMENTATION
DES INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (ICPE)
TAÏS (VEOLIA PROPRETÉ) sise 13, rue Raoul Delattre à Villeneuve-le-Roi**

LE PRÉFET DU VAL-DE-MARNE

- VU** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 557-28 ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU** le décret n° INTA2419960D du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Etienne STOSKOPF en qualité de préfet du Val-de-Marne ;
- VU** l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simple ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2005/292 du 27 janvier 2005 portant autorisation d'exploitation et réglementation codificative des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, modifications et extension des installations du centre de tri-transit de la S.A. TAÏS à Villeneuve-le-Roi 13, rue Raoul Delattre ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 13 septembre 2024 établi à la suite de la visite d'inspection, effectuée sur le site le 30 juillet 2024, et transmis à l'exploitant conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- VU** le courrier préfectoral en date du 4 novembre 2024 informant, conformément au dernier alinéa de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, l'exploitant de la sanction susceptible d'être prise à son encontre et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;
- VU** le courrier de réponse en date du 12 novembre 2024 de l'établissement TAÏS (VEOLIA PROPRETÉ) ;

- CONSIDÉRANT** que l'établissement exploité par TAÏS (VEOLIA PROPRETÉ) sur le territoire de la commune de Villeneuve-le-Roi est un établissement classé pour la protection de l'environnement, relevant notamment des rubriques n° 2791-1, 2714-1 et 2716-1, soumis à l'autorisation et à l'enregistrement ;
- CONSIDÉRANT** que lors de la visite du 30 juillet 2024, l'agent en charge du contrôle a constaté la présence en exploitation d'un équipement sous pression n'ayant pas fait l'objet de l'inspection périodique prévue aux articles 15 et 17 de l'arrêté ministériel susvisé ;
- CONSIDÉRANT** que l'inspection a également constaté le dépassement récurrent des valeurs limites d'émissions des eaux pluviales rejetées en Darse et fixées par l'article 3.1.5.3 de l'arrêté préfectoral n° 2005/292 du 27 janvier 2005 susvisé ;
- CONSIDÉRANT** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, en mettant en demeure l'exploitant de l'établissement TAÏS (VEOLIA PROPRETÉ) de respecter les prescriptions qui lui sont applicables ;
- SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture du Val-de-Marne ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} - À compter de la notification du présent arrêté, la société TAÏS (VEOLIA PROPRETÉ) dont le site est installé au 13, rue Raoul Delattre à Villeneuve-le-Roi, est mise en demeure de respecter :

- les articles suivants de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 susvisé :
 - article 6 : « [...] *III. L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.*
L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression. » dans un délai de 3 mois ;
 - article 15 : « I. - *L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.*

La période maximale est fixée au maximum à :

1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ;

2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ;

Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté,

Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus. [...] » dans un délai de 3 mois ;

○ article 17 : « I. - L'inspection périodique est réalisée :

- pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ;*
- pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition.*

II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués.

III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu.

Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.

L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.

Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention à valeur d'inspection périodique. » dans un délai de 3 mois ;

- l'article 3.1.5.3 de l'arrêté préfectoral n° 2005/292 du 27 janvier 2005 susvisé :
« L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans la darse et le réseau d'assainissement public d'eaux pluviales, les valeurs limites en concentration suivantes (pour un échantillon moyen d'une pluie représentative - pluie d'intensité moyenne de 20 mm/h d'une durée totale de 1 heure) :

Paramètres	Concentration maximale en mg/l
MES	30
DBO5	10
DCO	40
NTK	2
Hydrocarbures totaux	5
Métaux totaux	1

[...] » dans un délai de 2 mois.

ARTICLE 2 - Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1^{er} n'est pas satisfaite dans les délais prévus par le présent arrêté et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8-II du code de l'environnement.

ARTICLE 3 - La présente décision, soumise à un contentieux de pleine juridiction en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, peut être déférée au Tribunal administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification ou de sa publication.

La présente décision peut faire l'objet de recours administratifs, dans le délai de deux mois :

- recours gracieux auprès du Préfet du Val-de-Marne, 21-29 avenue du Général de Gaulle, 94 038 Créteil Cedex ;
- recours hiérarchique auprès du ministre de la Transition écologique et solidaire, 246 boulevard Saint-Germain, 75 007 Paris.

L'exercice d'un recours administratif proroge de deux mois les délais de recours contentieux mentionnés ci-dessus.

ARTICLE 4 - Le secrétaire général de la préfecture du Val-de-Marne, la maire de Villeneuve-le-Roi et la directrice de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et publié sur le site national de l'inspection des installations classées, et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Val-de-Marne.

Pour le préfet du Val-de-Marne
Le directeur de cabinet

Emmanuel DUPUIS